



Les cuisines collectives du mouvement des sans-toit (MTST) offrent des repas gratuits durant la crise du coronavirus.

Photo: MTST

Mouvements sociaux dans les pays du Sud

Sortir de la crise grâce à la solidarité et à l'autogestion

Se retrouver sans emploi du jour au lendemain du fait de la crise du COVID-19. Une situation qui, pour les innombrables personnes précarisées de par le monde, équivaut à ne plus pouvoir se nourrir. Et dans les pays du Sud, les travailleurs et travailleuses sont touchés avec une dureté toute particulière.

La crise du coronavirus nous met face à des défis multiformes. Outre nos systèmes de santé, elle frappe de plein fouet les économies, les tissus sociaux, sans parler de la crise climatique, qui affecte déjà cruellement nombre de régions du monde. Les inégalités en place se creusent encore, et la pression sur nos droits fondamentaux s'accroît alors que les outils habituels

– manifestations et grèves – sont hors de portée. Nombre de travailleurs se voient privés de tout revenu tandis que d'autres – ouvrier-e-s agricoles dans les pays d'Europe du Sud, ouvrier-e-s textiles en Asie – sont forcés de poursuivre ou de reprendre le travail sans protection adéquate: la pandémie sert de prétexte pour contourner les droits des travailleurs. Mais les plus durement touchés sont les habitants des favelas, townships et bidonvilles.

Pourtant, même dans ces conditions difficiles, la solidarité s'organise. Des cuisines collectives offrent des repas gratuits, tandis que des organisations de la base distribuent des paquets de vivres et des articles d'hygiène dans les quar-

tiers les plus pauvres, font un travail de prévention et fournissent une aide juridique. À la crise, elles opposent leur solidarité, leur capacité à s'auto-organiser et leur créativité. Et défendent les plus faibles contre la répression étatique, les licenciements de masse et l'évacuation des zones d'habitation informelles.

Auprès des gouvernements, ces organisations réclament un renforcement du filet social et davantage d'investissements dans l'éducation et la santé, pour réduire autant que faire se peut les répercussions de crises telles que celles que nous vivons. Et elles réclament la suppression de la dette extérieure.

Même en admettant que les mesures actuelles soient bientôt levées, les effets de la crise se feront sentir encore longtemps. Il est d'autant plus important de renforcer les mouvements sociaux qui apportent de l'aide d'urgence et qui défendent les droits fondamentaux. Ils comptent sur notre solidarité, pour que nous sortions de la crise plus unis et plus forts.

Merci pour votre soutien !

Annuler la dette. Maintenant.

« Le lockdown met en situation critique les travailleuses et les travailleurs sans lesquels il n’y aurait pas d’économie. Des millions d’entre eux ont perdu leurs emplois et d’autres ne touchent pas leurs salaires », résume Zehra Khan, de la Fédération des ouvrières à domicile (HBWWF). « Beaucoup ne savent plus comment nourrir leur famille ». La majorité de la main-d’œuvre au Pakistan travaille dans le secteur informel,

en tant que journalier ou travailleuse à domicile, et touche une rémunération à la pièce. Lorsque les multinationales de la mode ont annulé leurs commandes (voir encadré) et que le gouvernement a bouclé les usines et les entreprises du fait de l’épidémie de COVID-19, le maigre revenu d’innombrables familles a été réduit à néant. Comme l’explique Nasir Mansoor, de la Fédération syndicale indépendante NTUF, six millions

de travailleurs environ ont été licenciés. Au prétexte de la crise du corona, les entreprises ont supprimé des postes avant de réengager les mêmes travailleurs, mais sans contrat de travail et à des conditions moins bonnes. Les droits syndicaux sont mis toujours plus sous pression.

Avec leurs organisations syndicales, les travailleurs réclament le versement de leurs salaires en retard, et parfois ils y parviennent. Du gouvernement, ils exigent qu’il empêche les licenciements, et qu’il veille à ce que les salaires continuent d’être versés durant la période de confinement et que les ouvrière-s bénéficient de mesures de protection adéquates contre la propagation du virus. La NTUF et la HBWWF ont par ailleurs lancé une action d’aide d’urgence sous la forme de colis alimentaires distribués aux travailleurs ayant perdu leur emploi. Dans beaucoup de quartiers ouvriers, on continue d’attendre l’arrivée du soutien promis par le gouvernement.

Soutien aux assurances sociales

Pour les deux organisations – NTUF et HBWWF –, il est clair que le Pakistan doit cesser d’honorer ses engagements financiers internationaux et exiger la suppression pure et simple de la dette. Plutôt que d’assurer le service de la dette, le gouvernement doit soutenir les assurances sociales et atténuer autant que faire se peut les répercussions de la crise. Il doit réformer le droit du travail et faire en sorte que les salaires soient portés à des niveaux permettant d’assurer la subsistance des travailleurs et travailleuses. Dans une déclaration commune, les syndicats et les organisations de défense des travailleurs exhortent le gouvernement à ancrer le droit aux assurances sociales parmi les droits fondamentaux. Concrètement, il doit introduire et garantir une assurance chômage, un régime d’indemnités journalières ainsi qu’une rente vieillesse. Ces mesures permettraient de mieux protéger la population des suites d’une crise telle que l’actuelle pandémie, avec l’arrêt forcé de l’activité économique qui en résulte.

Le SOLIFONDS soutient ses organisations partenaires au Pakistan et au Bangladesh dans leurs actions de solidarité envers les travailleurs ayant perdu leur emploi.



« La sécurité sociale pour tous ! » Manifestation du 1^{er} mai à Karachi. Photo: NTUF/HBWWF

Le secteur de la mode responsable des licenciements de masse

L’épidémie de COVID-19 et le coup de frein brutal qu’a connu le secteur textile ont révélé les dessous du capitalisme dans tout ce qu’il a de plus obscène. Alors qu’en Europe on déclarait l’état d’exception et qu’on fermait les commerces, en Asie du Sud des millions d’ouvriers et d’ouvrières se sont retrouvés du jour au lendemain à la rue, sans revenu. Les multinationales de la mode ont annulé leurs commandes, allant jusqu’à refuser de payer les marchandises déjà produites et en cours d’acheminement. Rien qu’au Bangladesh, les montants dus correspondant aux articles déjà produits approchaient les cinq milliards de dollars, soit 15% des exportations annuelles de produits textiles du pays. Alors que les usines fermaient, les ouvriers n’ont plus touché leurs salaires, et ce depuis février pour une partie d’entre eux. Si en temps normal les revenus suffisaient à peine à couvrir les besoins vitaux – sans parler de la totale impossibilité de faire des économies ou de constituer des réserves – ce sont maintenant des millions de chômeurs qui souffrent de la faim. Dès avant la levée de l’état d’exception au Bangladesh, nombre de grandes entreprises ont relancé les commandes, de manière à remplir à temps les magasins européens des dernières nouveautés de la « fast fashion ». Les travailleurs sont ainsi retournés à l’usine, au risque de contracter le virus étant donné l’absence d’équipements de protection.

Une fois encore, on voit combien le droit à un salaire équitable et à des conditions de travail dignes se conquiert de haute lutte. Et combien il est urgent qu’aussi bien dans les pays accueillant les sièges des entreprises qu’au niveau international, on impose enfin des lois protégeant effectivement les droits humains et permettant de poursuivre les grands groupes ainsi que leurs sous-traitants.



Le mouvement sud-africain des sans-abri distribue des paquets de vivres dans les bidonvilles.

Photo: Abahlali baseMjondolo

Mouvement des sans-abri en Afrique du Sud

Pas d'expulsions pendant la crise du coronavirus !

« Nous soutenons les mesures prises par le gouvernement. Or ces mesures présupposent que tous les habitants disposent de toilettes et d'eau courante. Pour les habitants des bidonvilles, il est impossible de les appliquer », nous écrit S'bu Zikode, président du mouvement sud-africain des sans-abri, Abahlali baseMjondolo. Les sans-abri et les sans-terre ont fondé ce mouvement il y a plus de 15 ans, pour défendre leur droit à des espaces d'habitation dans les villes du pays. Des bidonvilles ont peu à peu vu le jour sur les terrains occupés. Pour beaucoup de ces gens, en plus d'un lieu où habiter, ces zones de résidence informelles sont un projet commun pour une société plus juste.

Eau et colis de nourriture

En plus du manque d'eau courante et de savon, les bidonvilles ne disposent que très rarement d'installations sanitaires et la voirie n'y passe pour ainsi dire jamais. Les activistes d'Abahlali se sont organisés pour tenter d'apporter des solutions. « Nous avons tout laissé

en plan pour concentrer nos ressources et notre énergie sur le soutien aux communautés », poursuit notre interlocuteur. En passant des accords avec les autorités, l'organisation a obtenu en trois semaines que des citernes d'eau et des toilettes mobiles soient installées dans la moitié des zones d'habitation informelles. Et elle s'investit dans son « programme de solidarité pour la sécurité alimentaire ». Beaucoup ont perdu leur travail suite au confinement, sans compter tous ceux qui étaient déjà au chômage auparavant. C'est dire si les colis alimentaires sont d'une importance vitale.

Les évacuations continuent

Abahlali mise aussi sur la solidarité pour contrer les mesures répressives. Avant déjà, les habitants des résidences protégées par le mouvement ont régulièrement fait l'objet d'expulsions. Et celles-ci n'ont pas cessé durant le confinement, bien au contraire : certaines zones d'habitation ont été vidées de force, alors même qu'elles étaient pro-

tégées par décision judiciaire. D'avril à mi-mai, des habitations ont été détruites dans divers quartiers Abahlali de Durban, de Johannesburg et du Cap. Les entreprises de sécurité mandatées, la plupart de droit privé, opèrent de la manière la plus brutale, allant jusqu'à tirer à balles réelles. Un habitant a ainsi été grièvement blessé par balle début mai à Durban. Abahlali lutte pour obtenir un moratoire sur les expulsions dans toutes les villes du pays tant que durera le « lockdown ».

Autogestion et solidarité

Le mouvement des sans-abri souligne l'importance que revêt la solidarité à l'échelle du pays et au-delà. Avec l'aide d'activistes travaillant dans le domaine de la santé, Abahlali a calculé combien de toilettes mobiles et quels types d'installations sanitaires devaient et pouvaient être installés dans les quartiers informels. L'organisation échange avec des activistes du syndicat des sans-abri aux États-Unis ainsi qu'avec le mouvement des sans-toit au Brésil (MTST) afin de rassembler des idées pour les campagnes d'information à destination des résidents des bidonvilles.

Abahlali a sollicité l'aide du SOLIFONDS pour s'assurer que ses aides – colis alimentaires, matériel et installations sanitaires, matériaux pour la reconstruction – parviennent bien à l'ensemble des destinataires. La solidarité renforce le mouvement dans sa lutte pour une vie digne pour les personnes marginalisées d'Afrique du Sud.



Des médecins solidaires en action dans une zone d'habitation occupée.

Photo: MTST

Mouvement des sans-toit (MTST) au Brésil

Brigades sanitaires et cuisines collectives

Pendant que le gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro minimise la pandémie de COVID-19 et feint d'ignorer les dizaines de milliers de morts, la situation dans les quartiers démunis est critique. Bon nombre de leurs habitants travaillent dans le secteur informel et ont perdu tout revenu du fait de la quarantaine ordonnée par les autorités. Il est quasi impossible d'observer les précautions de distanciation et d'hygiène, étant données la concentration de personnes sur un espace restreint et l'absence d'eau courante et de produits de nettoyage. Les services de santé, sous-financés et surchargés depuis des années, arrivent à complète saturation dans certaines régions.

Pour faire face, le mouvement des sans-toit accomplit un important travail de solidarité dans ses occupations de terrains et de bâtiments, les favelas et les rues des grandes villes. Depuis le début de la crise, il soutient les sans-abri et les habitants des quartiers pauvres avec des colis alimentaires et des articles d'hygiène, et des cuisines collectives offrant des repas gratuits. Des « brigades sanitaires » forment des volontaires chargés de rendre visite aux familles des occupations et des favelas pour les informer des nécessaires mesures d'hygiène, et des tentes ont été dressées dans les zones d'habitation occupées, destinées à isoler les personnes présentant des symptômes. Les habitants des quartiers pauvres cousent des masques que le MTST distribue aux personnes nécessitant une protection particulière.

Travail d'information contre les fake news

Pour lutter contre la propagation d'informations erronées sur la pandémie, le MTST envoie à ses membres un bulletin hebdomadaire par WhatsApp. Il utilise ce canal alternatif pour informer les gens de manière aussi transparente que possible et leur donner du courage dans cette situation de grande incertitude et d'isolement. Il se mobilise également contre les abus tels que les évacuations forcées ou les coupures d'eau. Avec d'autres mouvements, il s'engage contre la politique du gouvernement Bolsonaro, qui cherche à saper les structures démocratiques et les acquis sociaux. Le SOLIFONDS vient en aide au mouvement des sans-toit pour qu'il étende et renforce encore son action.

Dans la mer de plastique, les droits des travailleurs vont par le fond

C'est la fin mars. L'Espagne applique un confinement strict depuis deux semaines. Le syndicat des ouvriers agricoles SOC-SAT vient d'apprendre que 22 travailleurs ont été licenciés dans une exploitation bio à Almería, au motif qu'ils auraient demandé des masques et des gants de protection. L'agriculture est un secteur d'activité essentiel et, à ce titre, les ouvriers agricoles ont l'obligation de continuer à travailler. Apparemment, toutefois, les exploitants des océans de serres d'Almería ou des champs de fraises de Huelva ne voient pas le respect des droits des travailleurs comme une obligation. Le syndicat SOC-SAT reçoit de nombreux messages d'ouvriers déplorant qu'on ne leur fournisse ni masques, ni gants ni produits désinfectants, ou que les distances de sécurité ne soient pas respectées dans les chaînes de conditionnement et d'emballage.

Depuis la mi-mars, toute forme de protestation telle que grèves ou manifestations est interdite dans les entreprises. Le syndicat continue néanmoins de soutenir les travailleurs de diverses manières: dans le cas des 22 ouvriers licenciés, il a approché plusieurs labels bio, dont Bio Suisse, pour qu'ils retirent leur label à l'exploitant concerné. Il distribue des kits de protection et dénonce inlassablement les infractions à la législation sur le travail auprès des services gouvernementaux compétents ou à la police. Depuis la mi-mars toujours et rien que dans la région de Huelva, il a remis des centaines de signalements pour infraction au droit du travail. Le travail commencé en 2019 auprès des cueilleuses de fraises porte ses fruits: elles sont toujours plus nombreuses à rejoindre le syndicat.

Et il est plus important que jamais que les ouvrier-e-s s'organisent, alors qu'on entend des appels à une suspension des salaires minimaux du fait de la crise économique qui menace. « Il est temps de retourner dans la rue pour défendre les droits des ouvriers agricoles », déclare José Cuevas, de SOC-SAT.

ÉDITION: SOLIFONDS – Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale, Quellenstrasse 25, case postale, CH-8031 Zurich
Tél. 044 272 60 37, mail@solifonds.ch, www.solifonds.ch, PC 80-7761-7, IBAN CH52 0900 0000 8000 7761 7
Rédaction: Aurora García, Yvonne Zimmermann. Traduction: Petra Varilek, Pully
Impression: printoset, Zurich (imprimé sur papier Refutura: 100 % recyclé, Ange bleu, FSC, bilan CO₂ neutre)